

accordée par le Luxembourg, cette affaire s'arrangea. Mais, quelques jours plus tard, la France devait de nouveau protester après que, le 30 août, des soldats allemands se retirant devant les Français, avaient franchi la frontière près de Rumelange.<sup>8)</sup>

Voici comment Servais, dans une lettre adressée le 4 septembre à Jonas, envisageait la tournure des événements de la guerre: «Que va-t-on faire à Paris? Il n'y a qu'une chance de salut: Proclamer... la république et faire la paix. Il est impossible qu'on puisse résister aux masses des troupes prussiennes qui ont pénétré sur le territoire français. Les armées qu'on organise en France ne sont ni assez nombreuses ni assez bien exercées pour lutter contre les troupes qui font prisonnières des armées entières très vaillantes. L'on s'attend ici à de graves nouvelles de Paris.»<sup>9)</sup>

Servais disposait à Bruxelles d'un correspondant qu'il appréciait beaucoup: le savant directeur du Jardin Botanique Jules Linden-Reuter (1817-1898) qui était aussi Consul du Grand-Duché. C'est par lui qu'il apprit, à la fin du mois, que la France avait suggéré à la Prusse d'annexer le Grand-Duché. Illico le Ministre d'Etat se rendit à la Haye où il prit contact avec le prince Henri et le Roi Grand-Duc, contact qui ne donna pas entière satisfaction à Servais, car il se plaignit auprès du ministre de Prusse, Perponcher, «de ce que le Prince avait été très réservé à son égard et de ce que le Roi n'avait pas mentionné la question.»<sup>10)</sup> On comprend que la divulgation des pourparlers entre la France et la Prusse, et surtout leur échec, avaient pour effet que les milieux officiels intéressés, inclusivement les néerlandais, s'empressèrent de minimiser le déplacement du Ministre d'Etat luxembourgeois (qui rentra fin du mois) en prétendant que le but du voyage ne concernait que la question de la liquidation des dettes qui était depuis des années pendantes entre le Grand-Duché et les Pays-Bas.

Comme, au Grand-Duché, les bruits concernant l'annexion ne voulaient prendre fin — bruits nourris par le projet du roi de Prusse et de Bismarck, de renoncer à l'annexion de la Lorraine en compensation de celle du Luxembourg<sup>11)</sup> — la population réagit avec la dernière énergie, et cela dans une quasi unanimité. La participation à la manifestation du 21 octobre due à l'initiative de toutes les sociétés de la capitale et clôturée par l'ovation faite au prince Henri fut immense. C'est à cette occasion qu'on remit au Lieutenant du Roi l'adresse votée par le Conseil communal en faveur de l'indépendance et de la neutralité du pays.

Autant Servais se réjouissait de cette démonstration ainsi que de l'adresse votée à l'unanimité, cinq jours plus tard, par la Chambre, autant il regretta l'excès de zèle du Comité Patriotique qui, ayant fait signer une adresse contre l'annexion du pays par la Prusse, avait «l'intention de la faire parvenir à toutes les puissances signataires du traité de Londres.» Craignant, de ce chef, bien des